

Mot d'humeur

Comme un bruit de tam-tam dans la brousse des décisions politiques genevoises (pour le dépaysement cela vaut bien un voyage à Abu Dhabi).

Des associations s'emploient depuis quelques années à alerter les autorités genevoises sur le développement irresponsable du canton. Elles essuient continuellement des fins de non-recevoir ; elles sont baladées d'un service à un autre, d'une commission à une autre, d'un tribunal à un autre, sans paraître être entendues.

On les accuse de défendre leurs propres intérêts au détriment du bien-être de l'ensemble des genevois.

Petit tour d'horizon.

- On nous dit : « Genève manque de logements. »

- Pourquoi ne pas réaffecter les bureaux vides- et certains le sont depuis plus de quatre ans-, une loi nous y autorise ?
- Pourquoi continuer à défigurer certains quartiers en les déboisant et les enlaidissant, au lieu de développer des zones prévues à cet effet (PAV) ?
- Pourquoi continuer à construire des bureaux vides?

- Pas de réponses, si ce n'est l'écho de nos questions et le bruit soutenu d'une armée de promoteurs encouragés par certains milieux politiques et pour qui seul le profit compte.

-On nous dit : « Nous allons construire des écos-quartiers et des grands parcs de verdure pour le bien-être des Genevois. »

- Quand (les immeubles qui fleurissent ne ressemblent pas aux écos-quartiers annoncés) ?
- Pourquoi continuer à couper systématiquement des arbres lors des nouvelles constructions, alors qu'il en manque cruellement à Genève ?
- Pourquoi construire des barres d'immeubles qui vont retenir la chaleur alors que nous allons connaître de plus en plus d'étés caniculaires, en lien avec le réchauffement climatique?

- Les réponses continuent à nous bercer dans un avenir de promesses, paradis artificiels que la réalité contredit. Il en faudrait peu que l'on nous accuse d'en être responsables, frein à un développement harmonieux. C'est vrai, garder, envers et contre tout, l'espoir que ce que nos autorités affirment est juste, relève de l'inconscience et de la bêtise. Pour le reste, nous nous déclarons non coupables.

- On nous dit : « L'aéroport de Genève doit se développer. Il s'agit du poumon économique de notre ville. »

- Pourquoi ne pas envisager un développement humain et raisonné ?
- Pourquoi vouloir à tout prix densifier ses alentours au mépris de la santé de centaines de milliers de citoyens genevois ?
- Pourquoi ne pas mesurer les pollutions réelles engendrées par cet aéroport au cœur de la ville ?
- Et que fait-on des poumons de verdure alentours ?

- On nous fournit ici des réponses de normands (nos autorités auraient-elles changé d'origine ?) En voici quelques-unes triées sur le volet :

- Le développement de l'aéroport de Genève est du ressort de Berne. A Berne, on nous rappelle qu'il est sous la responsabilité des autorités cantonales (certains voyages sembleraient le prouver). Qui croire ?
- La pollution et le bruit, donc l'atteinte à la santé publique, sont des effets collatéraux du développement vital de cet outil économique. Il y aura des morts et des malades, mais c'est normal.
- Il n'y a malheureusement pas de logiciels capables de mesurer la pollution sonore. Dommage !

- Il n'y a pas de loi qui interdisent de construire et de développer dans ces zones même si l'on sait que cela aura une incidence sur la santé de la population qui y résidera.

- On nous dit : « l'avenir c'est le Grand Genève. »

- Pour quelle qualité de vie ?
- Pour qui?
- Pour quels encombrements et quels soucis sécuritaires ?

On se défausse :

- C'est la volonté de la majorité des citoyens.
- Cela figure dans le Plan directeur cantonal, voté bien avant votre naissance et la mienne.
- On ne peut pas s'opposer à la croissance.

Chères autorités,

A l'aube d'un vote crucial sur le déclassement des zones de Cointrin et des conséquences que cela occasionnera sur les citoyens genevois dont vous êtes responsables, nous vous avons alertées et mises en garde.

Il n'est plus temps de discuter, d'argumenter et de défendre des points de vue. Cela a été fait et vous ne pouvez plus prétendre ne pas connaître les conséquences futures de vos décisions. Vous allez engager la santé de centaines de milliers de citoyens genevois.

Il n'est plus temps de tergiverser et de jouer la montre en s'appuyant sur des artifices juridiques dont personne n'est dupe (vous reconnaîtrez quand même que refuser de prendre en compte de justes arguments qui défendent les intérêts vitaux de vos concitoyens, sous couvert d'un vide législatif, est léger et irresponsable).

Le temps des réponses oiseuses, des défilements au profit d'intérêts financiers mais au mépris de ceux que vous gouvernez, s'arrête.

Le moment est venu d'assumer vos responsabilités d'élus. C'est vrai, vous avez été choisis par des citoyens confiants en vos capacités de les défendre et de les protéger. C'est vrai, le pouvoir de prendre des décisions vous incombe.

Mais cela sous-entend un engagement, une responsabilité vis-à-vis de ceux qui vous ont choisis et des générations futures.

Il est de notre devoir de vous rappeler que vous engagez votre responsabilité dans cette décision et vous devrez l'assumer non seulement aujourd'hui mais à l'avenir également. Vous devrez répondre de votre choix car vous le prenez en connaissance de cause.

En espérant que ce roulement de tam-tam intempestif, réveille ou reconforte votre sens civique dans ces broussailles pleines de garde-fous, services, commissions, recours, d'une démocratie directe qui n'en a conservé que le nom, et qu'il vous fasse choisir en priorité les intérêts publics vitaux, nous vous prions d'agréer, Chères autorités, nos salutations respectueuses.

Sous l'arbre à palabres dans la brousse genevoise, pour l'instant, le tam-tam se tait.

Patrick Canellini
Président
A3S